

Climat tempéré sur l'économie réunionnaise

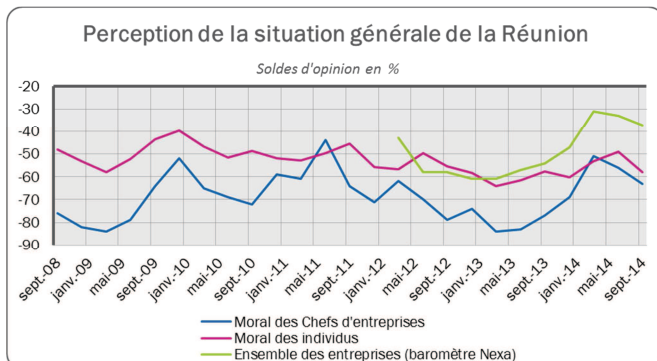
Au troisième trimestre 2014, l'économie réunionnaise affiche des signes plutôt satisfaisants, contrastant avec l'apathie nationale, et venant conforter les progrès gagnés au cours du premier semestre. Les entreprises, l'emploi marchand, la consommation,... de nombreux indicateurs ont repris une teinte verte et ont permis d'apaiser le climat économique et social.

Pourtant, il n'y a pas encore de quoi pavoiser, l'état de santé économique et social de notre territoire reste préoccupant. Le nombre de personnes en situation difficile ne cesse de gonfler. Certains secteurs évoluent sur des niveaux encore bien bas, tel le tourisme, d'autres voient s'annoncer de nouvelles difficultés, tel le bâtiment.

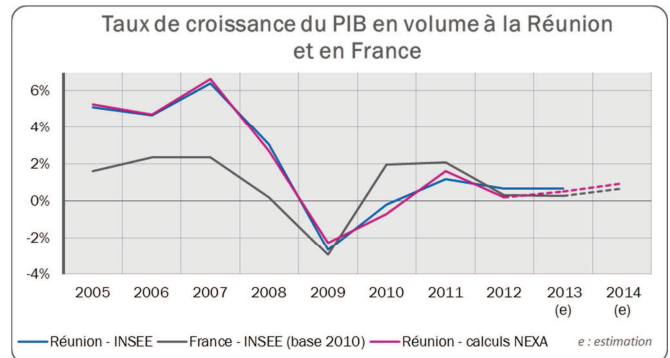
Rappelons que plus de 9 500 entreprises accusent un passif de 1,173 Md € de dettes sociales et fiscales. La croissance économique pas assez vigoureuse ne leur permet pas à ce jour de rembourser les créanciers.

Enfin la faiblesse de la demande, ajoutée à un recul de l'inflation qui touche La Réunion, ce dernier affectant les taux d'intérêt réels et majorant indirectement l'endettement, pourraient modérer les intentions d'investissement et donc une partie de la croissance.

Ces éléments constituent autant de menaces pouvant troubler le tableau et ternir la perception sur la situation générale de La Réunion. La vigilance doit donc être maintenue afin d'éviter tout risque de dérapage.



Source : IPSOS, Nexa



Source : INSEE, Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des estimations issues des comptes rapides régionaux CEROM (INSEE - IEDOM - AFD) et de modélisations économétriques reposant sur plusieurs indicateurs économiques (avec déflateur IPC en 2013 et 2014).

Une consommation opportuniste

La crainte sur les perspectives économiques et les restrictions budgétaires des ménages et des administrations ne semblent pas avoir entamé leurs intentions de consommation. Si les dépenses ont été plus mesurées, les opportunités ont permis de concrétiser les actes d'achat en matière d'équipement.

Sommaire :

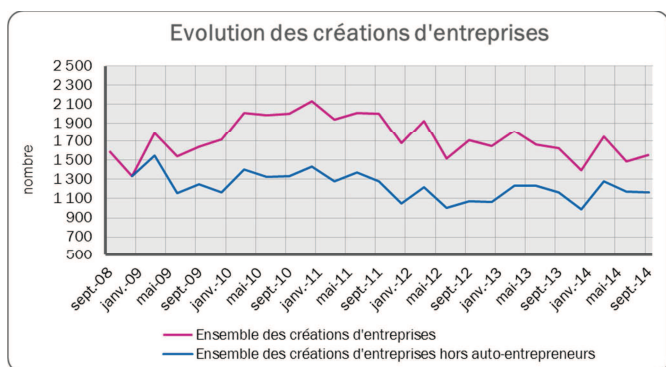
- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle et empirique
- Les événements marquants récents
- L'enquête auprès des dirigeants d'entreprises
- Les perspectives à court et moyen terme

Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY
Rédaction : Frédéric LORION
Graphiques : Rekha GRIMOIRE
Conception et édition : Nexa
Contact : observatoire@nexa.re

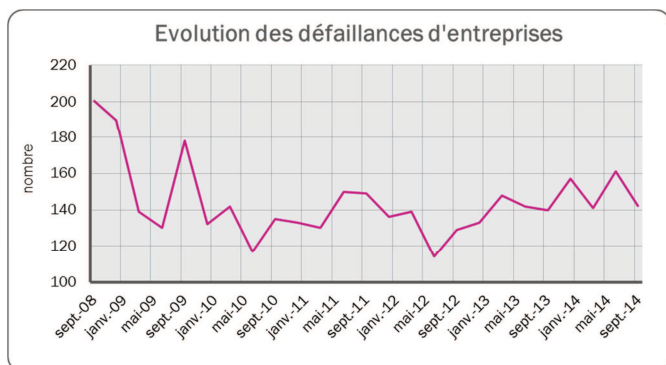
◆ Timide création d'entreprises

Une légère reprise s'est avérée au cours de la période observée. Le secteur des services et, dans une moindre mesure l'industrie, ont davantage attiré les volontaires à la création d'activité.



Source : INSEE

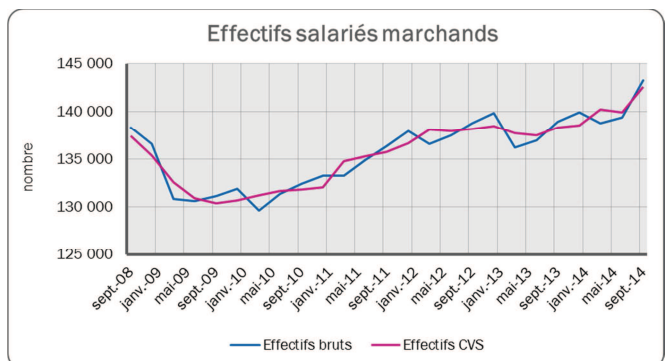
Le regain du statut d'auto-entrepreneurs restreint toutefois l'envergure des projets. Leur démarche consiste le plus souvent à compenser la perte d'un emploi salarié par une activité pour compte propre, moins intensive en capital que pour une société.



Source : INSEE

En termes de mortalité, après une aggravation au second trimestre, les défaillances d'entreprises fléchissent à nouveau. Toutefois, en cumul sur une année, elles s'alourdissent encore de 7%.

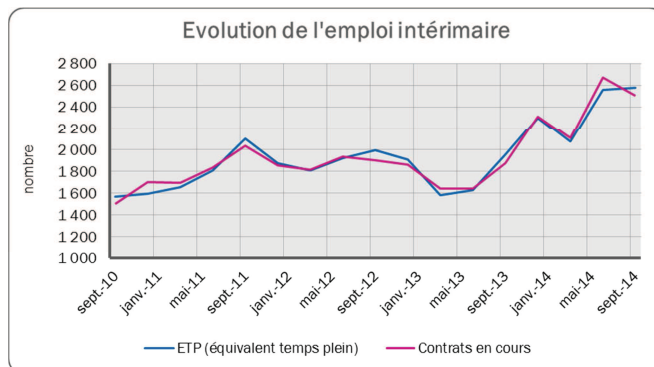
◆ Amélioration de l'emploi marchand



Source : ACOSS

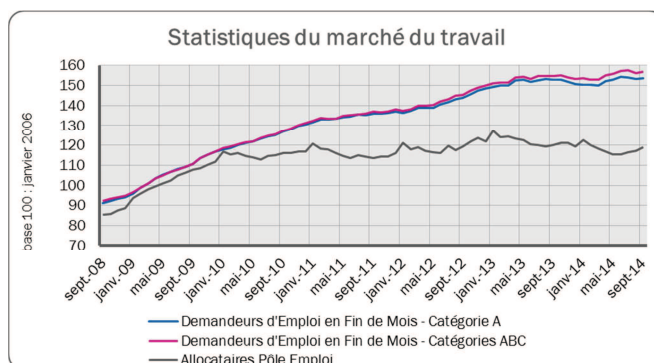
Avec 143 000 salariés dénombrés par l'ACOSS au troisième trimestre, l'emploi salarié marchand connaît un net rebond de 3% par rapport à l'année 2013. Comme au trimestre précédent, la hausse provient des embauches dans les secteurs des « autres services » et de l'industrie.

Une grande partie de cette performance peut être accordée à l'effort conséquent apporté par l'emploi aidé. Début novembre, le territoire comptait un total de 24 050 contrats aidés dont une grande partie est affectée au secteur marchand.



Source : Dares

Permettant aux organisations économiques d'ajuster leurs effectifs lors des variations d'activités, le nombre d'emplois intérimaires s'est stabilisé à un niveau élevé à près de 2 600 ETP (équivalent temps plein), soit plus de 32% par rapport au troisième trimestre 2013. Un quart a été affecté au secteur de la construction.



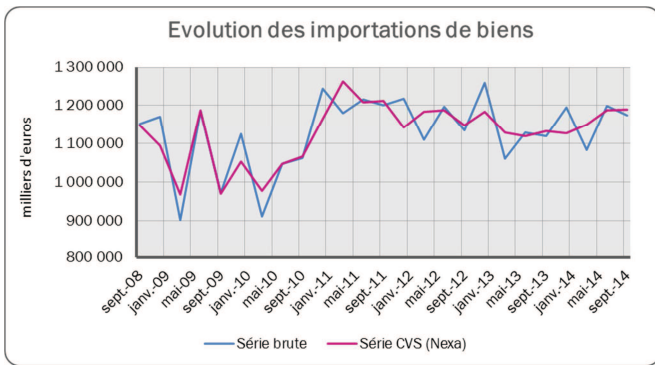
Source : DIECCTE, Pôle Emploi

La croissance des effectifs salariés permet juste de contenir le nombre de demandeurs d'emplois. A la fin du troisième trimestre, ils sont encore 156 000 en recherche effective d'emploi (catégories A, B et C), en hausse de 0,5% sur le trimestre. En tenant compte des catégories en stage ou en contrat aidé, 174 000 personnes se trouvent en situation précaire.

◆ Les échanges freinés par l'export.

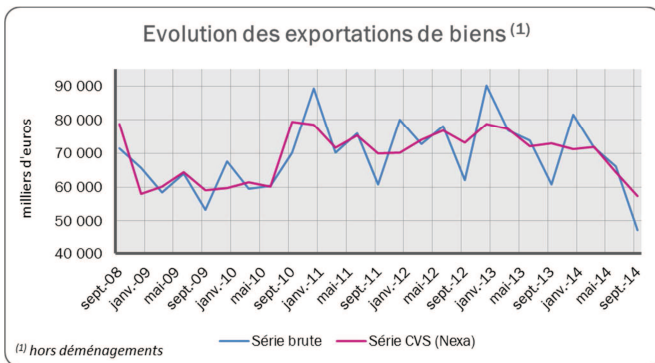
Avec 3 457 M€ de marchandises entrées depuis le début de l'année, les importations se maintiennent par rapport au trimestre précédent mais augmentent de 2% en rythme annuel.

Les biens courants, biens intermédiaires ou d'équipement sont en repli : jusqu'à -10% pour les produits agroalimentaires et -6% pour les biens d'équipement du foyer. Paradoxalement, ce sont les médicaments, quatrième poste commercial d'importation à La Réunion, qui ont principalement stimulé les importations du trimestre.



Source : Douanes

Cette évolution affecte directement les recettes d'octroi de mer qui fléchissent de 5% sur la période trimestrielle (-6% pour l'octroi de mer régional), ce qui aura un impact sur les finances des collectivités locales.



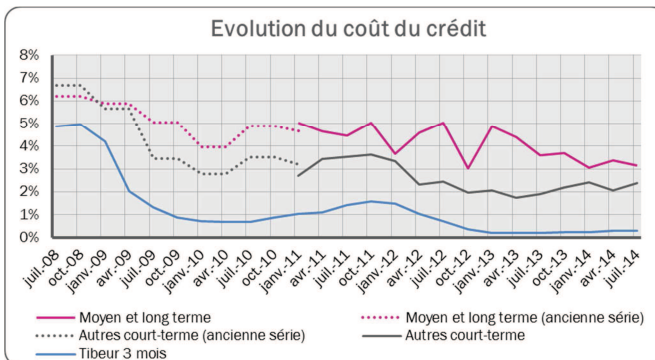
(1) hors déménagements

Source : Douanes

Sur les 9 premiers mois, 185 M€ de marchandises ont été expédiées depuis La Réunion. Les exportations s'effondrent de 12% en rythme trimestriel et de 22% en glissement annuel, déprimées par la diminution des biens alimentaires notamment le sucre et le poisson.

Prudence sur les investissements

Les modalités de financement des banques réunionnaises restent attractives. Au début du troisième trimestre, le coût du crédit moyen et long terme perd 22 points de base. A noter qu'à 3,16%, le taux moyen pondéré global se distingue de son homologue métropolitain par un écart de 72 points.

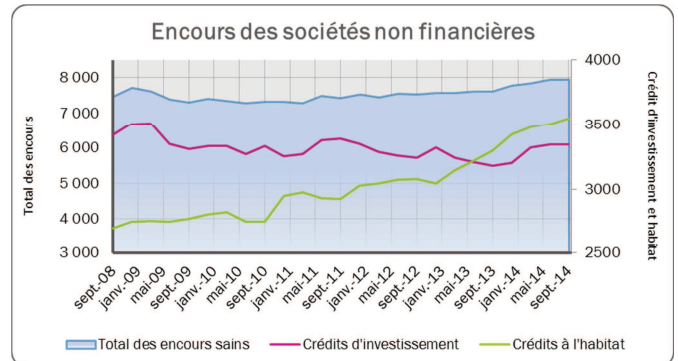


Source : Banque de France, IEDOM

Bénéficiant de conditions favorables, les arbitrages en faveur de l'investissement se consolident ce trimestre dans les entreprises réunionnaises. Le financement de l'immobilier garde l'avantage sur l'équipement des entreprises.

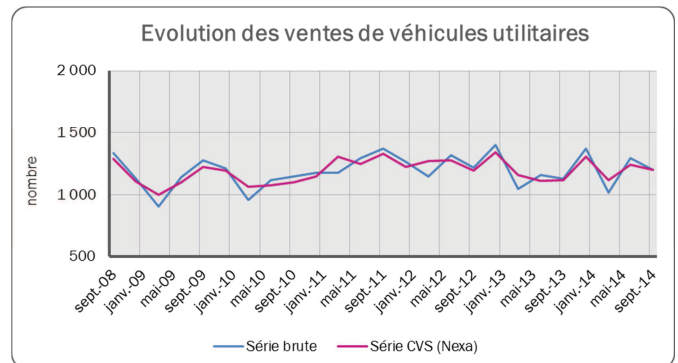
Les engagements en faveur de la construction étant moins risqués que dans les capacités de production, les crédits à l'habitat reprennent 1,3% par rapport au trimestre précédent alors que les crédits d'investissement restent constants.

En termes de progression, le secteur transport compte sur les grands chantiers avec un encours en hausse de 10% sur le trimestre (+40% sur un an).



Source : IEDOM

Les immatriculations de véhicules utilitaires ralentissent de 3% ce trimestre à 1 204 unités mais leur nombre stationne au-dessus de la moyenne des quatre dernières années.



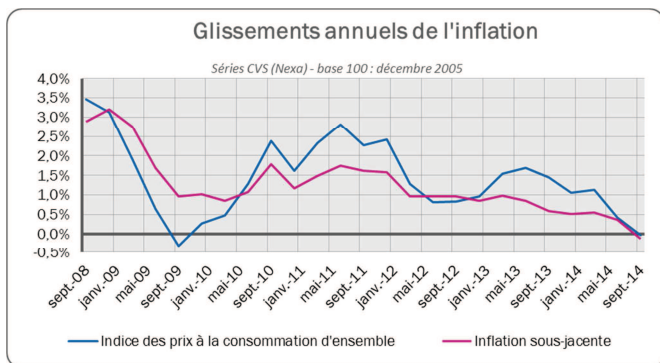
Source : SICR - Fichier central des automobiles

L'inflation en territoire négatif

Au troisième trimestre 2014, l'indice général des prix recule légèrement (de -0,03% en moyenne trimestrielle), enregistrant une baisse en août et qui s'est accentuée en septembre (-1,4% en glissement annuel). Cette évolution saisonnière correspond à la période des soldes dans l'habillement, mais également à une diminution des tarifs dans les transports et à l'impact favorable des cours des produits pétroliers sur les prix des carburants.

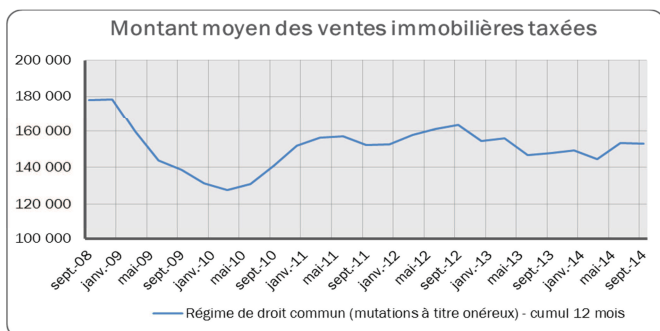
Cette situation n'était pas arrivée depuis le troisième trimestre 2009. A l'époque, en écho à la crise financière internationale, La Réunion subissait de sérieuses secousses économiques et sociales et les prix à la consommation cédaient alors de -0,3%.

Il devient inquiétant pour le territoire de se retrouver à ce niveau, d'autant plus que l'inflation sous-jacente apparaît cette fois négative. Si la déflation, qui correspond à une baisse des prix autoentretenu ne semble pas d'actualité, une inflation trop faible indique un manque de confiance et nuit à l'investissement.



Source : INSEE – calculs Nexa

Du côté de l'immobilier, les montants des transactions se sont maintenus après la poussée du second trimestre, à un montant moyen de 153 000 €, en hausse de 4% par rapport à l'année dernière.



Source : CGEDD/MEDOC

La perception sectorielle et empirique

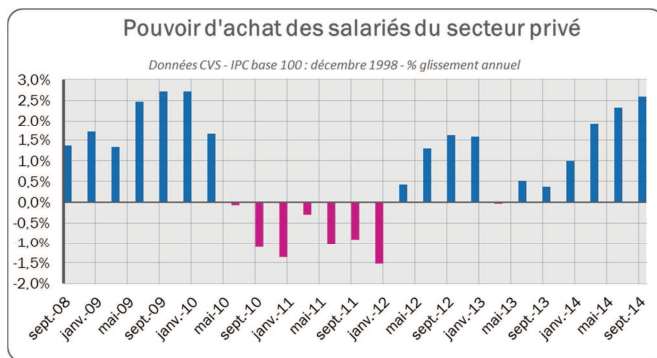
(* En italique dans la présente note - Tableau de synthèse à la page 9

L'enquête de conjoncture auprès des entreprises réunionnaises fait état d'un troisième trimestre décevant en termes d'activité, en effet tous les indicateurs sont négatifs cette année reflétant un bilan mitigé de la période des soldes d'hiver. Toutefois, le repli est bien moindre que celui observé l'année dernière, hormis pour le temps consacré à la formation et l'utilisation des capacités de production. Par rapport au trimestre précédent, l'effectif salarié ainsi que le niveau des investissements s'élèvent légèrement, tandis que les dirigeants ont davantage recours au crédit bancaire et autres sources de financement.

Au quatrième trimestre, l'activité devrait reprendre, soutenue par une sensible remontée de la demande du marché et laissant entrevoir des perspectives d'embauche. Les entreprises restent bien plus prudentes dans leurs prévisions, peut être échaudées par les mauvais résultats de l'année dernière, même si les chefs d'entreprise sont plus positifs vis-à-vis de l'économie réunionnaise aujourd'hui.

◆ Divergences des secteurs industriels

Tandis que les investissements se sont avérés bien en deçà de leurs prévisions (très optimistes), les **industriels de biens de consommation** ont embauché et ont pu accroître leur prix de vente. Pour le dernier trimestre, ils anticipent une forte hausse des commandes et une reprise de l'activité.



Source : ACOSS, INSEE – calculs Nexa

La faiblesse de l'inflation permet toutefois pendant un certain temps d'accroître le pouvoir d'achat des ménages. Celui des salariés du secteur privé, calculé par rapport au salaire moyen par tête, progresse encore ce trimestre, pour atteindre une progression de 2,6% en glissement annuel. Cependant, ce calcul purement théorique ne retient pas les dépenses fiscales et sociales dont le poids ne cesse d'augmenter.

En revanche, c'est la douche froide pour les **autres secteurs industriels**, essentiellement les matériaux de second œuvre du BTP, qui ont vu leur activité fortement ralentie au troisième trimestre. Dans les faits, le recul de la demande les a obligés à réduire la voilure en termes d'utilisation des capacités de production, avec un impact assez lourd sur le chiffre d'affaire et l'emploi.

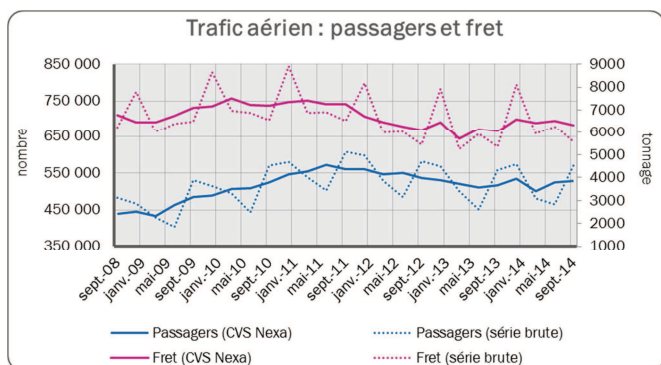
Pour le prochain trimestre, ces professionnels anticipent une activité en très légère hausse, mais surtout une forte baisse des prix, et donc au final une rentabilité très amoindrie.

◆ Les transports en bonne posture

Malgré des résultats décevants par rapport à leurs prévisions, ce troisième trimestre est bien meilleur que l'année dernière pour le **transport de passagers**, avec de plus un retour de la rentabilité. Ils restent optimistes pour le prochain trimestre, avec des fortes perspectives d'embauche.

L'exercice a été bien meilleur que prévu pour les **transporteurs de marchandises**. Le carnet de commandes et le chiffre d'affaires se renforcent depuis deux trimestres, affichant des soldes positifs. Pour le quatrième trimestre, les entreprises anticipent une forte reprise d'activité avec des prix en hausse, améliorant ainsi leurs marges.

Le secteur bénéficie pleinement du démarrage du chantier de la Nouvelle Route du Littoral. Les premières phases nécessitent la fourniture d'agrégats destinés aux travaux préparatoires et aux terrassements en mer.



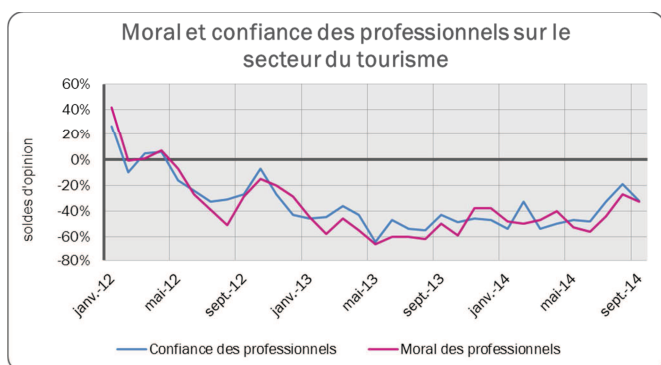
Source : Aéroports Pierrefontds et Roland Garros

Dans l'aérien, le trafic passagers bénéficie d'un sursaut saisonnier, préfigurant la haute saison touristique. Les résultats ne semblent pas avoir subi de conséquences locales après la grève des pilotes d'Air France. Les désagréments ont pu être visiblement compensés par les autres compagnies présentes sur la desserte.

La compagnie régionale Air Austral consolide ses acquis et devrait équilibrer son résultat annuel à 1,8 M€, notamment grâce à la baisse du fuel. Alors que les nouvelles destinations Afrique du Sud et Seychelles montent en puissance, la société étudie une évolution de sa flotte à court terme en même temps que l'ouverture d'une ligne Réunion-Maputo-Lisbonne.

● Nouvelle déception pour le tourisme

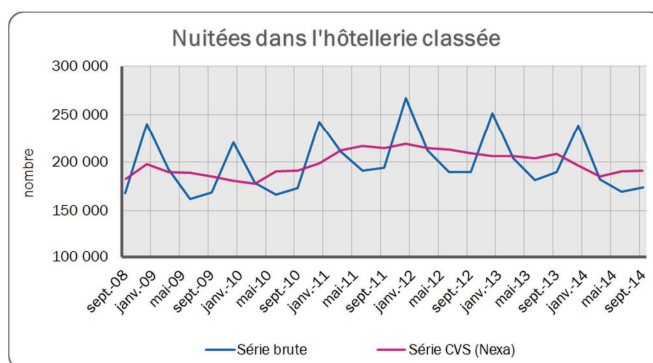
La baisse d'activité anticipée dans l'hôtellerie-restauration s'est malheureusement avérée bien plus dramatique que prévue. Pour la haute saison attendue au dernier trimestre, les professionnels pressentent une reprise de l'activité (et des prix) ainsi que des embauches. Ils restent toutefois bien plus prudents que l'année dernière.



Source : IRT - Observatoire régional du tourisme

Conformément aux déclarations et malgré la légère hausse saisonnière, la fréquentation hôtelière fléchit encore au troisième trimestre avec 174 000 nuitées enregistrées, soit -8% en glissement annuel. Si toutes les catégories sont concernées, la plus touchée reste la gamme de 1 ou 2 étoiles qui chute de 20%. La dégradation affecte particulièrement la région Sud qui accuse une baisse de -17%.

Par ailleurs, ces mauvais résultats tiennent compte de l'adaptation du nombre de chambres, dont l'offre diminue de 2,6%. Logiquement, les taux d'occupation s'effritent également, grevant les ratios de rentabilité des structures classées.



Source : INSEE - enquête de fréquentation touristique

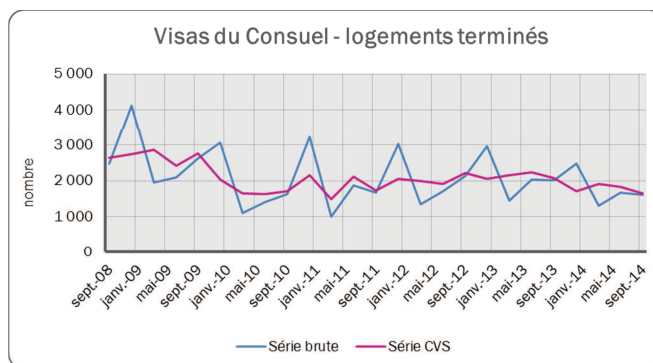
Les offices de tourisme constatent traditionnellement une remontée du nombre de visiteurs au troisième trimestre. Toutefois, tous confirment une baisse générale de 3% par rapport à l'année précédente. La zone Ouest éprouve le plus lourd déficit avec -24% de touristes accueillis dans la période.

● Les travaux publics en renfort du bâtiment

L'enquête auprès des dirigeants de la construction dévoile un fort décalage entre des indicateurs de réalisation dans le rouge et des opinions satisfaisantes au troisième trimestre, en forte amélioration pour le chiffre d'affaires et le carnet de commandes.

A court terme, les prévisions restent résolument optimistes mais ressortent contrastées par rapport aux indicateurs économiques sectoriels qui se dégradent.

Globalement, l'activité de BTP subit une érosion marquée sur le bâtiment et malgré un renforcement des travaux publics. Les entreprises regrettent par ailleurs le désistement d'opérations suite aux alternances politiques après les élections municipales de mars. 200 M€ de travaux auraient ainsi été annulés, ou reportés dans le meilleur des cas, sur un total de commande publique revalorisée à 906 M€.



Source : Consuel

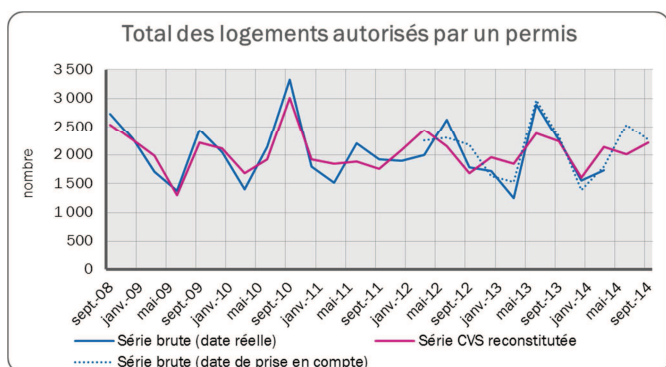
Le secteur pâtit d'un double ralentissement : au niveau des constructions publiques d'une part, mais surtout dans la réalisation des logements sociaux, alors que la promotion privée reste atone depuis 5 ans.

En conséquence, si les autorisations de construire arrivent à se maintenir ce trimestre, le nombre de logements livrés diminue encore de 3%, portant le cumul annuel de livraison à -16% par rapport à 2013.

Sans mesures concrètes de financement, le plan logement outre-mer annoncé par le gouvernement qui entrera en vigueur début 2015 pourrait être insuffisant à relancer ce pan essentiel de l'économie.

Illustrant la morosité du marché immobilier, le chiffre d'affaires de CBo Territoria, premier promoteur privé de l'île, affiche une baisse de 35% sur 9 mois par rapport à 2013, à 37,8 M€. Seule l'activité Foncière poursuit une croissance issue des revenus locatifs (+8% à 11 M€) alors que le pôle Promotion immobilière recule de 48% à 23,2 M€ plombé par un contexte fiscal jugé inadapté.

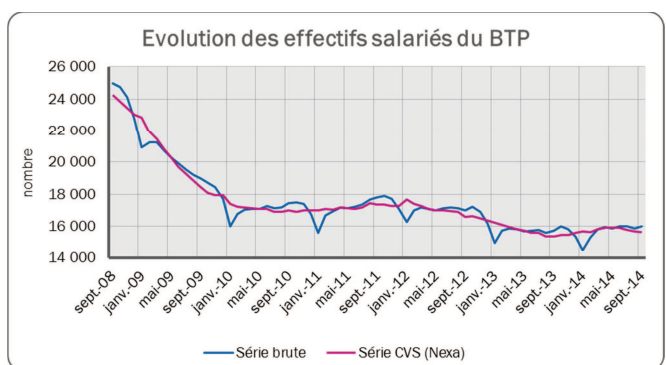
Les promoteurs attendent une relance du logement intermédiaire avec une requalification du dispositif de défiscalisation prévue par la loi PINEL effective à partir du 1^{er} janvier 2015. Le plafonnement à 18 000 € au lieu de 10 000 € actuellement devrait ainsi rendre le produit beaucoup plus attractif.



Source : DEAL/Sitadel2

En revanche, les secteurs routiers et génie civil profitent principalement du démarrage des travaux de la Nouvelle Route du Littoral (NRL). La Région a ainsi notifié des dépenses en augmentation de 133% au cours du trimestre passé et de 233% par rapport à l'année précédente.

Les travaux du Grand Port Maritime de La Réunion drainent également un flux croissant d'activité. Les investissements réalisés s'accroissent de 50% sur le trimestre et de 277% sur une année.



Source : CCP BTP

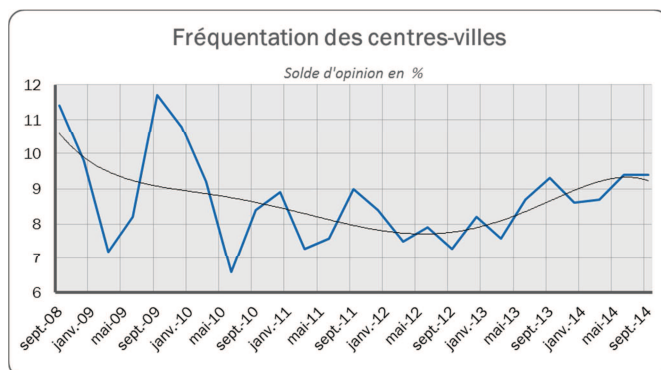
En conséquence de l'essoufflement des commandes dans le bâtiment, davantage intensif en main d'œuvre que les TP, les entreprises hésitent à recruter et les effectifs campent sur le seuil des 16 000 salariés.

◆ Frustrations dans le commerce

Les résultats ont été décevants pour les acteurs du **commerce de gros**, avec par conséquent une croissance des stocks. Les investissements prévus ont pourtant été réalisés et devraient rester bien orientés pour la suite.

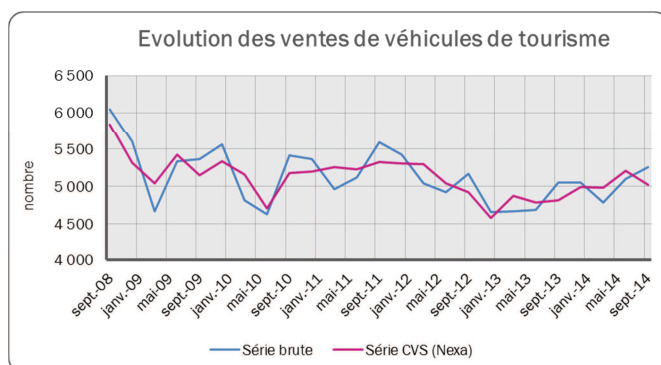
Pour le quatrième trimestre, ils anticipent logiquement une très forte amplification de l'activité liée aux fêtes, avec des embauches et du temps consacré à la formation. Mais cette reprise devrait s'accompagner selon eux d'une forte baisse des prix avec un impact négatif sur la rentabilité.

Le troisième trimestre, pourtant théoriquement favorable au **commerce de détail** (soldes, rentrée des classes), s'est finalement avéré encore plus décevant que l'année dernière, avec une activité en net repli. Les chefs d'entreprises semblent craindre que le scénario ne se reproduise pour les fêtes de fin d'année, et anticipent une quasi-stagnation de l'activité. Par transposition, les professionnels du secteur sont les plus méfiants envers l'économie réunionnaise.



Source : IPSOS

Ces opinions pessimistes détonnent avec la fréquentation des centres-villes qui se maintient sur la moyenne longue période. De même, au niveau des grandes surfaces, l'indice des ventes de produits de grande consommation reflue légèrement sur la période mais reste à un niveau supérieur à sa situation annualisée.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

Le marché automobile est resté également bien orienté. Principal poste de consommation des ménages, ces derniers ont renouvelé leur équipement en profitant de tarifs attractifs proposés par les concessionnaires. La remontée des crédits à la consommation pourrait indiquer également une mise à contribution des financements bancaires.

◆ Vivacité des services marchands

Les **autres services marchands** sont mieux orientés: le niveau d'activité et la rentabilité du secteur sont supérieurs au troisième trimestre 2013 mais restent toutefois négatifs. L'embauche de salariés et l'investissement retrouvent pour la première fois depuis un an un niveau positif.

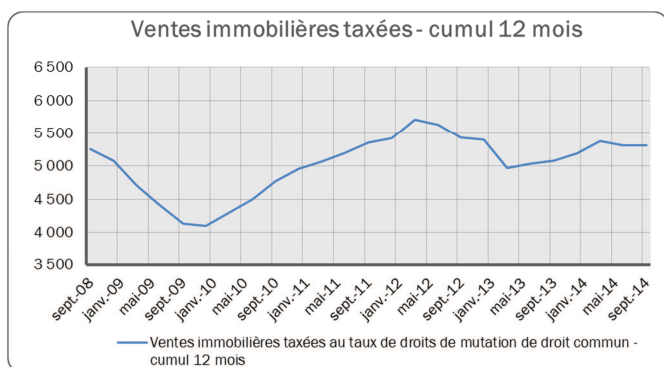
En fin d'année, les acteurs anticipent une légère hausse du chiffre d'affaires, malgré une demande du marché en perte de vitesse. L'effectif salarié devrait continuer sur son élan, tandis que les entreprises prévoient une sous-utilisation de leurs capacités de production et un recul de leurs investissements.

Les **services bancaires** profitent d'une remontée des encours de crédits, de la part des ménages et des entreprises, pour reconstituer leurs actifs. La réduction des créances douteuses produisant une baisse du coût du risque, les banques assurent ainsi leur exploitation.

Dans ce contexte, la Banque de la Réunion poursuit sa stratégie de développement en gardant la progression de son produit net bancaire de 5,5% à 72,4 M€ et de son résultat net comptable de 18,4% à 20,6 M€.

Néanmoins, tous les secteurs ne bénéficient pas du même engouement. Bon nombre d'activités déplorent la contraction de leur métier.

Les **agences immobilières**, comme les notaires, accusent un faible nombre de transactions. Avec 5 300 ventes taxées en cumul sur douze mois, elles patinent à -0,1% ce trimestre, entamant la performance du début de l'année.



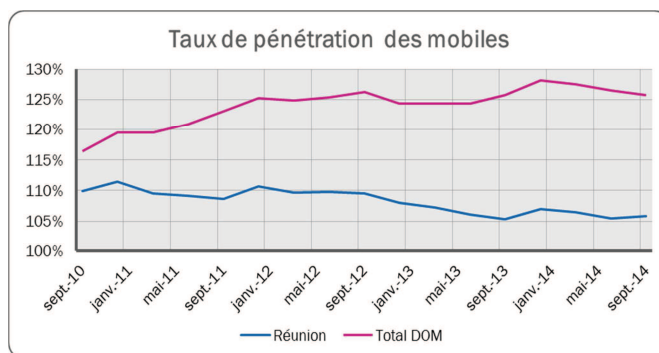
Le **secteur publicitaire** continue sa descente avec une chute de 14% des investissements publicitaires sur les trois premiers trimestres. La radio peine à maintenir l'activité alors que les autres médias sont beaucoup plus touchés: la télévision de -17% et la presse et l'affichage accuse un repli de -19% et -17%.

Si les compagnies aériennes progressent de 10% parmi les secteurs contributeurs, les principaux annonceurs sont toujours représentés par la téléphonie et l'automobile.

◆ La filière numérique

Les professionnels du **numérique** ont eu du mal à tenir leurs pronostics pour le troisième trimestre. L'effectif salarié s'est légèrement accru en dépit d'une moindre activité par rapport au second trimestre. Les perspectives pour la fin d'année sont plutôt bonnes en termes d'activité mais ils anticipent une baisse des prix et donc une rentabilité limitée.

Le marché de la **téléphonie mobile** après avoir subi d'importantes restructurations au second trimestre, reprend quelques couleurs. Le taux de pénétration gagne 0,3 points et le parc total gagne 0,8% en glissement annuel.



Les événements marquants récents

Juillet

◆ Tourisme

La préfecture de La Réunion a accueilli la cinquième réunion du **Comité d'Orientation Stratégique du Tourisme** (COST). Préfet, département, région et IRT étaient rassemblés pour faire un point sur la stratégie touristique à adapter à La Réunion. La diversification de l'offre touristique et l'amélioration de l'accueil font partie des thèmes principaux abordés.

◆ Entreprises

4 entreprises réunionnaises ont été choisies parmi 22 participants au **concours national Innovafood 2014**. Parmi elles, les Kréol Box des Salaisons de Bourbon et le vinaigre de jus de canne de la Saser ont su séduire le jury du concours dédié à l'innovation. Les deux entreprises ont, dans leur catégorie respective, démontré le savoir-faire et l'innovation réunionnaise.

◆ Numérique haut débit

Orange a confirmé sa participation à la création du nouveau **câble sous-marin SEA-ME-WE-5** qui reliera la France à Singapour d'ici 2016. Ce câble qui touchera 15 pays en couvrant 20.000 km doit « accompagner la croissance du haut-débit à La Réunion et à Mayotte ». Il offrira une capacité totale de 24 Tbps, un débit largement supérieur au Safe et Lion, qui pourra être augmenté en fonction de l'évolution des technologies.

◆ Coopération régionale

La **50^{ème} Foire internationale** de Maputo au Mozambique a accueilli une dizaine d'entreprises réunionnaises. Après le déplacement de la Région, Nexa et du Club export en juin, cette rencontre devait concrétiser les relations établies et trouver des partenaires locaux.

◆ Equipements commerciaux

L'enseigne spécialisée **LEROY-MERLIN** a ouvert à Saint-Louis. Avec 110 emplois directs créés localement et une vingtaine d'emplois indirects, elle propose dans le Sud 6 300 m² de surfaces de vente intérieure et 1 500 m² de surfaces de vente d'aménagement extérieur.

Le plus grand **hypermarché LECLERC** de l'île a été inauguré à Saint-Leu, dans le quartier du Portail. L'enseigne est portée localement par les familles Thiaw-Kine et Chong-Fah-Shen. Adossé à une galerie marchande de 26 boutiques, le complexe s'appuie sur 7.800 m² d'espaces de vente.

Août

◆ Visite présidentielle

Le Président de la République **M. François Hollande** en visite à La Réunion a abordé plusieurs thématiques. Sur la question de la fin annoncée des quotas sucriers, François Hollande a réaffirmé l'engagement de l'Etat vers la filière canne réunionnaise en annonçant une aide financière supplémentaire de 38 M€, soit un total de 128 M€ par an.

D'autres mesures ont été annoncées telles que celle portant sur les emplois d'avenir dont le niveau de participation des collectivités est allégé de 25% à 10% ou encore la création d'une classe préparatoire aux grands concours de l'administration. Par ailleurs, le Chef de l'Etat a réaffirmé son soutien aux chefs d'entreprise pour favoriser l'emploi local à travers le Pacte pour l'emploi et le CICE.

◆ Entreprises

L'ébénisterie Vencatachellum et le producteur de vanille l'Escale Bleue ont été labellisés « **entreprise du patrimoine vivant** ». Ils rejoignent ainsi ce club très fermé comptant un millier de sociétés qui témoignent en France et à l'étranger de l'excellence de leur savoir-faire sur leur territoire, avec des enseignes aussi célèbres qu'Hermès, Chanel, Baccarat, Le Nôtre.

◆ Politique

Après avoir présenté sa démission au Président de la République, le Premier Ministre Manuel VALLS a été reconduit dans ses fonctions et a entrepris le remaniement de son **gouvernement** « social-libéral ».

Septembre

◆ Gouvernance

Nommé préfet de La Réunion en remplacement de Jean-Luc Marx, **Dominique Sorain** a pris officiellement ses fonctions. Il a précédemment occupé les fonctions de préfet des Vosges (2009-2011) puis de l'Eure (2011-2014).

◆ Emplois

Pôle Emploi a organisé à Petite-Île le premier **forum des métiers de l'hôtellerie de luxe**. Représentant près de 10 000 emplois, les différents métiers du tourisme ont présentés. Associé à l'évènement, le Palm Hôtel & Spa en a profité pour recruter son personnel pour la saison 2014-2015 sous la forme d'un job-dating.

Plusieurs **manifestations de jeunes**, réclamant du travail et des contrats aidés, ont éclaté à Saint-Denis. Après l'occupation de certaines mairies annexes, les revendications ont été émaillées de plusieurs actes de colère dont des barrages routiers. Quelques affrontements et des incendies ont été déplorés.

◆ Politique

Le sénateur de Guyane, Georges Patient a remis à la ministre des Outre-mer George Pau-Langevin son rapport sur « les pistes de **réforme des finances** des collectivités locales des départements et régions d'Outre-mer ». Leur fragilité financière y est expliquée par les dépenses structurelles plus élevées que dans l'hexagone et par les besoins spécifiques de rattrapage, notamment dans les équipements publics. Plaidant pour une réévaluation des concours financiers de l'Etat, 41 propositions sont formulées pour « l'amélioration du rendement de la fiscalité directe locale » ou encore sur « la révision du dispositif de péréquation ».

L'enquête auprès des dirigeant(e)s d'entreprises réunionnaises

Méthodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 300 entreprises (30 par secteur d'activité) du **17 septembre au 2 octobre 2014** par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2011) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



Baromètre 3T 2014	CAPACITE DE PRODUCTION	CHIFFRE D'AFFAIRES	DEMANDE DU MARCHÉ	EFFECTIF SALARIE	FORMATION	INVESTISSEMENT	MARGE ET RENTABILITE	PRIX DE VENTE	SOURCES DE FINANCEMENT	STOCK	ECONOMIE REUNIONNAISE
VS TRIMESTRE NORMAL											
Industrie Biens de conso.	-11%	-9%	-16%	8%	-5%	2%	-33%	-15%	26%	3%	-46%
Industrie Autres	-18%	-31%	-32%	-8%	-21%	-7%	-42%	-16%	-1%	-21%	-74%
Commerce de détail	-15%	-51%	-68%	-9%	-20%	-14%	-40%	-9%	-24%	-20%	-64%
Commerce de gros	-1%	-33%	-42%	-14%	7%	20%	-41%	-20%	2%	12%	-61%
Construction	-20%	0%	7%	-5%	-19%	-24%	-15%	-9%	-17%	-8%	-33%
Transports marchandises	11%	0%	-15%	-19%	-15%	-20%	-34%	-15%	4%	0%	-35%
Transports passagers	8%	-5%	-13%	7%	19%	-4%	-16%	-8%	-9%	4%	-32%
Numérique	6%	-32%	-29%	0%	9%	-9%	-41%	-15%	-15%	-3%	-35%
Hôtels et restaurants	-21%	-66%	-60%	-12%	-5%	-15%	-56%	-15%	-15%	-9%	-65%
Autres services marchands	-4%	-48%	-38%	3%	14%	0%	-31%	-21%	-11%	-4%	-44%
TOTAL	-8%	-37%	-36%	-3%	-1%	-6%	-33%	-16%	-10%	-6%	-51%
VS TRIMESTRE précédent											
Industrie Biens de conso.	-5%	-5%	-10%	3%	-6%	-3%	-20%	5%	18%	20%	-40%
Industrie Autres	-18%	-14%	-24%	-17%	-11%	-6%	-37%	0%	-17%	-19%	-38%
Commerce de détail	-20%	-24%	-44%	-8%	-20%	-20%	-29%	-21%	-20%	-20%	-56%
Commerce de gros	-7%	-9%	-35%	-1%	0%	12%	-21%	-13%	0%	6%	-48%
Construction	0%	27%	39%	1%	0%	-19%	-19%	-6%	-10%	12%	-14%
Transports marchandises	3%	4%	15%	-8%	-8%	-1%	-13%	-8%	8%	-12%	-26%
Transports passagers	7%	-1%	12%	3%	22%	3%	-8%	0%	-5%	4%	-25%
Numérique	6%	-29%	-29%	6%	0%	-9%	-35%	-21%	-6%	-6%	-32%
Hôtels et restaurants	-18%	-53%	-50%	-12%	-3%	-11%	-45%	-12%	-14%	-12%	-60%
Autres services marchands	-11%	-13%	-12%	0%	1%	2%	-16%	-11%	3%	-11%	-30%
TOTAL	-10%	-11%	-16%	-3%	-6%	-5%	-23%	-13%	-4%	-7%	-37%
VS TRIMESTRE Prochain											
Industrie Biens de conso.	23%	29%	25%	5%	16%	-1%	0%	13%	-1%	27%	17%
Industrie Autres	-9%	8%	6%	-11%	-9%	3%	-33%	-22%	-1%	-2%	-11%
Commerce de détail	-16%	4%	3%	0%	-19%	-7%	4%	-8%	-15%	3%	-12%
Commerce de gros	0%	40%	27%	7%	11%	12%	-23%	-14%	-5%	-3%	-8%
Construction	21%	35%	28%	25%	-9%	-1%	-8%	-2%	5%	0%	13%
Transports marchandises	16%	31%	19%	4%	4%	4%	3%	4%	23%	8%	8%
Transports passagers	-2%	44%	33%	15%	19%	16%	0%	0%	-8%	9%	36%
Numérique	12%	41%	11%	15%	6%	9%	-6%	-18%	-3%	9%	-2%
Hôtels et restaurants	4%	14%	17%	4%	3%	0%	-5%	9%	-6%	0%	-4%
Autres services marchands	-7%	3%	-22%	3%	8%	-4%	-14%	0%	-10%	-10%	1%
TOTAL	-1%	15%	3%	6%	1%	0%	-11%	-4%	-6%	-2%	-1%

Exemple de lecture du tableau :

: représente l'évolution des valeurs issues des enquêtes précédentes, avec les derniers points (foncés) et les points bas (clairs).

-46 % : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise

se porte mieux au troisième trimestre 2014 par rapport aux prévisions faites, et ceux qui pensent qu'au contraire l'économie locale s'est dégradée en ce milieu d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.

Les perspectives à court et moyen terme

◆ La scène internationale et européenne

La rengaine des estimations de croissance annuelle se poursuit. Chaque exercice de prévision devient le théâtre d'une correction à la baisse des performances économiques. Les causes du ralentissement n'étant pas réellement traitées, notamment les effets des politiques de rigueur, les institutions ne cessent de différer la reprise nationale, ou internationale.

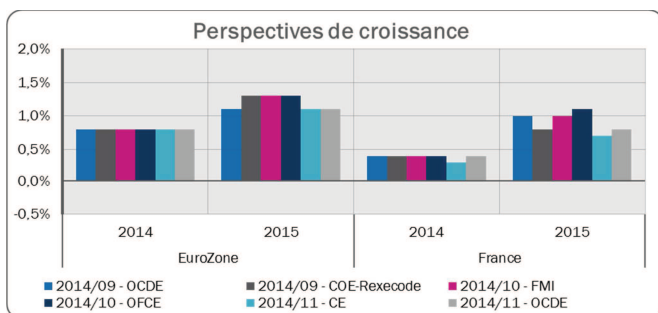
Par ailleurs, avec un souci de mieux mesurer le Produit Intérieur Brut (PIB), des nouvelles normes comptables SEC2010 ont été appliquées. Eurostat a ainsi intégré la prise en compte des activités illégales et des dépenses de R&D dans ses évaluations.

Cette progression en trompe l'œil du PIB européen entraîne mathématiquement une révision de l'ensemble des ratios et calculs de la dette offrant un sursis sur les objectifs à atteindre.

Pourtant, mieux que les modèles des différents instituts, le cours du pétrole donne une bonne restitution de l'état de santé économique mondial. L'effondrement du prix du baril en quatre mois, passant de 155 \$ à 85 \$ puis 60 \$ en décembre, en atteste.

Une partie de l'explication réside dans la stratégie menée par les Etats-Unis à l'encontre de pays exportateurs de pétrole (dont la Russie et certains états du Moyen-Orient). L'autre trouve son origine dans la baisse de la demande mondiale, générant une situation de surabondance de l'offre des pays exportateurs.

Le scénario est identique pour les matières premières. Le cours de minerai de fer a chuté de -50% depuis le début de l'année, reflétant les surcapacités face à une atonie quasi généralisée.



Source : Communauté Européenne, FMI, OCDE, OFCE

Les dernières perspectives de croissance européenne et française convergent respectivement à 0,8% et 0,4% pour cette année. En ce qui concerne l'exercice 2015, les évaluations parient au mieux sur une progression de 1,3% (avec un plus bas à 1,1%) en zone Euro et de 1,1% (0,7% à minima) en France.

La BCE a réussi son action en faveur de l'euro, qui s'inscrit en baisse de 25% par rapport au dollar depuis juillet. En revanche, l'organisme central persiste dans une position d'attente pour décider d'un éventuel rachat d'emprunt d'états, via les titres dérivés, dans le but d'éviter la déflation.

Or, l'élévation des taux d'intérêt réels, induite par la baisse des prix, pénalise les investissements. Par ricochet, le plan d'investissement « Junker » de 315 M€, en réalité 21 M€ avec les effets de levier, lancé par la Commission Européenne, repose sur des bases insuffisantes, est déjà voué à l'échec.

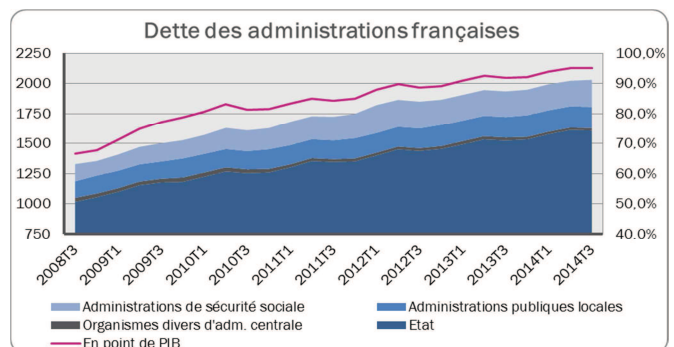
En France, l'INSEE note un ralentissement de 0,8% de la consommation des ménages en septembre, ramenant la performance du troisième trimestre à 0,3%. Ce constat surprend peu quand les ménages doivent subir le double couperet du gel des salaires et de la pression fiscale. Ou serait-ce les prémices d'anticipations déflationnistes ? Les incertitudes économiques confirment aussi l'accumulation d'une épargne de précaution face au risque du chômage.

La tentation du modèle allemand, reposant sur les exportations, se heurte à la faiblesse de la demande extérieure. La recherche absolue de compétitivité prix, impossible par l'ajustement monétaire, se fait par les coûts de production, dont les salaires, aggravant encore la posture française.

Par ailleurs, le dogme de la croissance ne fait pas tout. Le Royaume-Uni vient de l'apprendre en constatant à ses dépens, un accroissement de son déficit public (encore à hauteur de 5,9% du PIB en 2013), alors que le pays connaît une croissance enviable de 3% cette année. En cause, une extrême flexibilité du travail, qui diminue certes le chômage, mais qui appauvrit les travailleurs et engendre de moindres rentrées fiscales.

◆ L'impact de la dette française

Malgré un nouvel abaissement de sa note financière, la France emprunte encore à taux négatifs. Si cela permet de rassurer sur le coût de la dette, cette situation indique malheureusement un excès de liquidités et une carence d'alternatives pour les investisseurs.



Source : INSEE

A La Réunion les effets de l'austérité gouvernementale commence à souffler sur les finances des collectivités. Après les restrictions budgétaires, les équipes municipales fraîchement élues ont d'une part, largement voté pour une revalorisation de la fiscalité locale et d'autre part, réduit la voilure en termes d'investissements. Difficile dans ces conditions de relancer la commande publique, principal moteur économique du territoire.

L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

En 2014, les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

Publications disponibles :

◆ **Tourisme adapté - synthèse**

L'étude, menée par le groupement ENVIRONNEMENT PARTENAIRE et ALTEA, s'intéresse aux personnes en situation de handicap, aux personnes souffrant d'une pathologie et aux personnes à la recherche de bien-être. Dans le cadre de son élaboration, des ateliers participatifs ont réuni les acteurs des filières sur les thèmes du handicap, de la santé et du bien-être. Après une première phase de diagnostic, la seconde phase de l'étude « stratégie » a été restituée et partagée avec les différents représentants institutionnels et privés.

◆ **Agriculture biologique**

Cette filière qui concerne les produits alimentaires mais aussi les plantes aromatiques, médicinales et à parfum, s'adresse à la fois à la demande locale comme à l'exportation, via la transformation locale. L'objectif transversal de cette étude, réalisée par le cabinet CYATHEA, est l'identification et la mobilisation des acteurs économiques tout au long de la filière à conforter. Les acteurs considérés sont les acteurs clés de l'ensemble des sphères agricoles (biologiques ou conventionnelles) permettant d'aborder la problématique dans sa totalité.

◆ **Le microcrédit professionnel à La Réunion**

Dressant un tableau complet du dispositif local et des différentes institutions, le dossier offre un bilan en 2012 de la production ainsi que son évolution depuis plus de 5 ans. Il intègre les retombées sociales en termes d'entreprises, d'emplois créés et/ou maintenus mais aussi l'impact financier et l'effet de levier des crédits bancaires associés.

◆ **Panorama des industries agro-alimentaires à la Réunion**

En partenariat avec la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de la Réunion, Nexa propose un panorama complet des différentes industries agroalimentaires à la Réunion en 2010.

◆ **Les notes de conjoncture trimestrielles**

L'Observatoire Régional de l'Economie publie sa note de conjoncture retraçant la tendance macro-économique de La Réunion chaque trimestre, les faits marquants et les perspectives à court et moyen terme. Elles incluent les résultats des enquêtes auprès des dirigeants d'entreprises réunionnaises.

Pour en savoir plus : www.nexa.re/observer-la-reunion

Nouveauté : les indicateurs conjoncturels et le baromètre des dirigeants sont accessibles en ligne.

NEXA Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation

VISION

En tant qu'accélérateur de projets de La Réunion, NEXA a pour rôle d'accompagner le développement économique du territoire et d'en accroître l'attractivité.

L'action de NEXA vise à renforcer la compétitivité et la durabilité de l'économie réunionnaise dans les domaines piliers de la stratégie régionale :



Agroalimentaire



Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)



Energies renouvelables Environnement



Tourisme

DES MÉTIERS INTERCONNECTÉS

Pour assurer ses missions, NEXA s'appuie sur des métiers interconnectés et centrés sur la prospective, l'animation de réseaux, la veille, l'ingénierie de projets, la mise en œuvre d'actions de promotion et la contribution à la structuration de nouvelles filières.



CONTACTEZ NOUS

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 - 97491 Sainte Clotilde Cedex
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26

observatoire@nexa.re

www.nexa.re

